



ISTOCK.COM/DANE_MARK

L'Allemagne est-elle sur le point d'interdire votre opinion en ligne?

Annegret Kramp-Karrenbauer révèle la volonté de l'Allemagne de contrôler l'Internet.

- Josue Michels
- [12/07/2019](#)

Avant les élections au Parlement européen, les utilisateurs populaires de YouTube en Allemagne ont fait appel à leurs abonnés pour influencer l'élection. Leur appel était dirigé contre l'Union chrétienne-démocrate (CDU), le Parti social-démocrate (SPD) et l'Alternative pour l'Allemagne (A f D). À la suite d'un résultat électoral malheureux, la chef du CDU, Annegret Kramp-Karrenbauer, a fait des déclarations suggérant qu'à l'avenir, de telles opinions pourraient être censurées. Cette déclaration publique insouciance expose en outre, la volonté de l'Allemagne de contrôler l'Internet.

Lors des élections au Parlement européen, les partis de centre-droit allemands ont chuté de 7 points de pourcentage pour s'établir à 28 %. Si leur stratégie de campagne électorale a échoué lamentablement, c'est en partie parce que le parti n'a pas su s'adapter aux défis numériques d'aujourd'hui.

Rezo, la vedette populaire allemande de YouTube, a exhorté les électeurs à punir la CDU et son partenaire de coalition en ne votant pas pour eux. Rezo a affirmé que les inactions du gouvernement sur des questions cruciales telles que le changement climatique, la sécurité et les droits de propriété intellectuelle « détruisent nos vies et notre avenir ».

Rezo a rapidement trouvé le soutien de 70 autres présentateurs influents sur YouTube. Mais les politiciens l'ont accusé de déformer l'information et de manquer de crédibilité, dans un effort pour le discréditer. Néanmoins, sa vidéo a été visionnée près de 4 millions de fois jusqu'au jour de l'élection.

Des experts comme le professeur Juergen Falter de l'Université de Mayence estiment que la vidéo de Rezo a influencé l'opinion de nombreux électeurs indécis, en particulier ceux de moins de 30 ans. Ce n'était certainement pas la principale raison de la perte historique de votes de la CDU, mais Kramp-Karrenbauer en a parlé lors d'une conférence de presse. « Qu'est-ce qui se serait passé dans ce pays », a-t-elle demandé, si « 70 journaux avaient décidé deux jours à peine avant les élections, de faire un appel commun : 'S'il vous plaît ne votez pas pour le CDU et le SPD' ? Cela aurait été un cas évident de parti pris politique avant les élections. »

« Quelles sont les règles qui s'appliquent aux opinions dans la sphère analogique ? » a-t-elle demandé. « Et quelles règles devraient s'appliquer dans la sphère numérique ? » Elle a conclu que ces sujets seront discutés par la CDU, en disant : « Je suis certaine, qu'elles joueront un rôle dans les discussions entourant la politique des médias et la démocratie à l'avenir. »

Beaucoup ont interprété ses déclarations comme une attaque contre la liberté d'expression et un appel à censurer les opinions des gens en ligne. « La compréhension de la démocratie par la CDU—*si vous êtes contre moi, je vous censure*—est incompréhensible ! » a écrit sur Twitter le chef des Jeunes libéraux, Ria Schröder (traduction de la *Trompette* tout au long).

Le droit d'un utilisateur sur YouTube ou sur d'autres médias sociaux de discuter de son point de vue politique est couvert par la loi fondamentale allemande, qui garantit la liberté d'expression. Les rédacteurs en chef de journaux en Allemagne ont le même droit, mais ils n'appuient généralement pas les partis politiques.

Les déclarations de Kramp-Karrenbauer pourraient menacer sa chance d'obtenir la chancellerie. Plus important encore, ils exposent l'état d'esprit des dirigeants politiques allemands.

Kramp-Karrenbauer s'est défendue plus tard, affirmant qu'elle avait été mal comprise. Mais le parlement allemand a adopté en 2017 une loi qui pourrait faire de ce dont elle parlait une réalité. Depuis le début de l'année 2018, l'Allemagne a contraint les entreprises de médias à réglementer leurs publications et à supprimer les « *fake news* » (fausses nouvelles) et les « discours de haine ».

L'Allemagne censure l'Internet

Le gouvernement allemand a estimé que Facebook, Google et d'autres entreprises Internet sont incapables d'interdire ce que le gouvernement définit comme des discours haineux et de fausses nouvelles. Le Parlement allemand a donc approuvé la loi sur l'application des réseaux (*Netzwerkdurchsetzungsgesetz*, ou NetzDG), qui oblige ces entreprises à se conformer à la réglementation allemande.

L'Allemagne exige que les réseaux sociaux comptant plus de 2 millions d'utilisateurs utilisent un système qui permet aux utilisateurs de signaler des contenus potentiellement illégaux, y compris des commentaires et des messages racistes ou diffamatoires.

Mais si la loi visait à rendre justice à la communauté en ligne, c'est un échec absolu. Sascha Lobo, experte allemande du Web, a écrit pour *Spiegel Online* : « Rarement une loi plus idiote que celle de NetzDG, est entrée en vigueur en Allemagne : Légalement, elle est bâclée, techniquement mal informée, et elle a été élaborée à la hâte à des fins de campagne. Cela n'aide pas non plus à empêcher la haine sur le Net—bien au contraire.

Dans une étude de cas, le *Washington Post* a également fait remarquer qu'au lieu de discours de haine « des expressions légitimes d'opinion sont supprimés. La loi réalise le contraire de ce qu'elle visait : elle entrave en fait, la lutte contre la criminalité ».

La raison en est que, plutôt que les juges, ce sont les employés des réseaux sociaux qui décident quels postes sont conformes à la loi et lesquels ne le sont pas. La loi stipule que si le contenu est « évidemment illégal », il doit être supprimé dans les 24 heures après avoir été signalé. Dans d'autres cas, les réseaux sociaux ont sept jours pour prendre une décision et pour supprimer le commentaire si nécessaire. « Cela met les entreprises sous une pression de temps énorme pour vérifier le contenu signalé », a écrit le *Washington Post*. S'ils n'agissent pas dans ce délai, l'Allemagne peut imposer des amendes à l'entreprise, allant jusqu'à 57 millions de dollars.

Lobo a expliqué que la pression exercée sur les agents, les oblige à adopter une stratégie de « blocage excessif » afin d'échapper à l'amende.

Mais même si la loi ne tient pas ses promesses, elle est tout sauf une loi « bâclée ». La loi était bien calculée. Et bien qu'il réglemente théoriquement les discours de haine aujourd'hui, à l'avenir, il pourrait interdire tout autre discours qui ne respecte pas la loi allemande.

Peut-être que Kramp-Karrenbauer envisageait d'élargir cette loi pour censurer les « préjugés politiques avant les élections ». Quoi qu'il en soit, l'Allemagne a montré une volonté croissante de réglementer l'Internet. En plus, elle pousse l'Union européenne à faire de même. L'Allemagne cherche non seulement à « freiner les grandes entreprises technologiques des États-Unis, mais aussi à prendre le contrôle du World Wide Web », comme l'a expliqué Gerald Flurry, rédacteur en chef de la *Trompette*, dans [L'Allemagne prend le contrôle de l'Internet](#). Il a écrit ceci :

L'Allemagne est le pays le plus grand, le plus puissant et le plus influent de l'UE. Elle utilise l'UE comme un outil pour réaliser furtivement ses propres ambitions. Quiconque a suivi l'Union européenne sait que rien de significatif ne se passe à Bruxelles sans la sanction et l'approbation de l'Allemagne.

Les ambitions de l'Allemagne pour l'Internet devraient concerner tout le monde, même ceux qui n'ont pas d'ordinateur. Le comportement de l'UE sur cette question expose la nature dictatoriale de cette entité dominée par l'Allemagne. Vraiment, nous sommes témoins de la manifestation de l'esprit du Saint Empire romain dans le monde de la technologie. La septième et dernière résurrection, bibliquement prophétisée de cet empire, veut contrôler l'Internet !

Reporters sans frontières, une organisation non gouvernementale basée en France, a averti que la loi allemande sur l'application des réseaux était une opportunité idéale pour un dictateur. On peut en dire autant de presque toutes les lois qui visent à réglementer l'Internet. Une fois qu'un chef d'État reçoit un tel pouvoir, il peut utiliser ce pouvoir dictatorial pour censurer des opinions opposées.

La Bible révèle qu'un dictateur se lèvera en Allemagne (Daniel 11 : 21). Les lois qui sont actuellement en vigueur en Allemagne et dans l'UE, ou suggérées par Kramp-Karrenbauer, peuvent sembler douces par rapport au contrôle que cet homme exercera bientôt. Néanmoins, les politiciens allemands et européens préparent aujourd'hui le terrain à sa prise de pouvoir. Contrôler l'Internet, c'est contrôler l'outil majeur qui façonne les opinions de millions de personnes, en particulier celles des jeunes.

L'Internet est un outil puissant. Incontrôlé, il a causé beaucoup de tort à des individus ; mais contrôlé par un seul individu, il

a les implications les plus sombres pour l'humanité. La Bible prophétise qu'un dirigeant pervers prendra le contrôle des gouvernements européens (Apocalypse 17) et imposera sa volonté au peuple (Apocalypse 13). Le contrôle de l'Internet jouera un rôle majeur dans l'accomplissement de cette prophétie.

Son règne dictatorial deviendra si mauvais que Jésus-Christ Lui-même devra retourner sur Terre pour mettre fin à sa domination (Daniel 2 : 44 ; Apocalypse 17 : 14). Lisez [L'Allemagne prend le contrôle de l'Internet](#) pour savoir pourquoi l'Allemagne veut ce contrôle. Cet article situe les nouvelles d'aujourd'hui dans le contexte prophétique que nous devons comprendre pour échapper à la souffrance à venir. ■



**Téléchargez, ou
commandez votre
copie gratuite de**

**L'Allemagne et
le Saint Empire
romain**

maintenant en cliquant ici.